

# Matthieu Pigasse et Mélanie Vogel : comment gagner la bataille culturelle face à l'extrême droite ?

48 min · Ecologistes

---

Bonsoir tout le monde. On va faire un truc exceptionnel chez les écologistes. On va pas commencer à l'heure, on va commencer en avance. Ça permettra à Mathieu de pouvoir sereinement...

De parler plus longtemps.

De parler cinq minutes de plus et de ne pas rater son train.

Bonsoir à tous. Alors, on

est sur un format. Donc, c'est un canapé. Voilà qui n'est pas un canapé. Mais vous connaissez un peu le format. C'est une discussion libre. Donc, en gros, on papote et puis vous, vous nous regardez parler avec un thème qui est un peu le thème central de la période politique qu'on vit aujourd'hui, qui est comment gagner la bataille culturelle face à l'extrême droite. Et donc, on discute aujourd'hui avec Mathieu Pigas, qui est le fondateur du groupe combat, dont il nous parlera beaucoup et beaucoup de l'action qu'il mène justement pour remporter, enfin, en tout cas, pour mener la bataille et remporter une partie de cette bataille contre l'extrême droite. On va parler de différentes choses. C'est un sujet qui est quand même vaste et pas simple à définir. Mais je voulais commencer par poser la question. Tu dis souvent que l'extrême droite mène une offensive et qu'on voit depuis longtemps dans la sphère des médias, notamment, mais pas seulement, aussi dans la sphère de la culture. Investir des espaces pour faire bouger culturellement le consensus social en France en faveur de ces valeurs à elles. Je crois qu'il y a deux aspects de ce qu'on appelle la bataille culturelle contre l'extrême droite. Il y a globalement la défense, on en parlera tout à l'heure, des valeurs démocratiques en général. Et puis, il y a la défense de nos valeurs progressistes, de gauche, écologistes. Et donc, ma première question, c'était quand tu vois de là où t'es, ce que l'extrême droite depuis plusieurs années fait, organise dans le champ culturel, dans le champ médiatique pour faire avancer ses pions, comment tu penses que en face, entre guillemets, on doit réagir, est-ce qu'on doit, c'est une question qu'on se pose souvent, faire la même chose, utiliser le même type d'outils ou est-ce que la manière dont nous, on mène cette bataille là, elle est un peu différente, elle est sur des thèmes différents, mais aussi avec des outils différents. T'as 30 secondes.

Parce que j'ai la réputation de parler trop et trop longuement. Bonsoir à nouveau à toutes et à tous. Alors, c'est un sujet qui, en effet, me tient très à cœur, la bataille culturelle. Je vais quand même me risquer à la définir, mais en une phrase. La bataille culturelle, c'est le combat pour imposer des mots, ces idées, ces valeurs, une représentation du monde dans la société. Et un des vecteurs ou parmi les vecteurs de cette bataille pour imposer ces thèmes et ces valeurs, il y a évidemment les médias et la culture, qui est un champ différent. C'est à mon sens un combat central, mais absolument central parce qu'on peut avoir raison sur le fond et perdre sur la forme. On peut avoir raison sur les faits, mais perdre à cause de la non maîtrise du récit.

T'es chez les écologistes, on voit tout à fait de quoi tu parles.

Non, mais alors, il fallait pas me lancer, parce que je vais faire une première parenthèse. S'il y a bien

un parti, à mon sens, qui sait ce que c'est que la bataille culturelle, c'est les écologistes. Pourquoi ? Parce que ça fait des décennies, vous, que vous vous battez pour imposer, si je puis dire, convaincre sur des thèmes, des sujets majeurs dont un certain nombre de personnes refusent de croire ou de vous suivre. C'est évidemment le dérèglement climatique. C'est la limitation, la baisse des ressources, la limitation du vivant, la limitation de la planète, la pollution, etc. Et je vais oser citer René Dumont ici, mais c'est quand même extraordinaire de voir que dès les années 70, je crois 74, il parlait de l'eau et qu'aujourd'hui, des décennies après, on est effectivement confronté à la disparition des nappes phréatiques ou la question du partage de l'eau. Juste pour dire que ce sujet là, de la bataille culturelle, vous le connaissez mieux que quiconque et à chaque fois, d'ailleurs, je dis ça à vous, pour vous, le scénario a été le même depuis des décennies, c'est à dire que vous n'avez pas été cru. On a nié, exemple, le réchauffement climatique. Vous avez été moqué parfois. Ensuite, on a dit non, mais vous exagérez. Finalement, on dit mais des décennies après, ouais, vous avez peut être raison. Et d'ailleurs, c'est passionnant de voir aujourd'hui, à mon sens. Je suis désolé de cette longue parenthèse. Je vais revenir après sur la question, mais quand même, pour ce qui vous concerne, je trouve ça fascinant de voir quand même que la droite, et notamment la droite radicale, dit, ah ouais, non, mais alors finalement, ils étaient climatosceptiques, ces gens-là. Alors finalement, ils le sont moins aujourd'hui ou plus. Ils disent non, mais le réchauffement, ça existe. En revanche, ils sont devenus écologico-sceptiques, si je puis dire, c'est à dire ouais, non, mais l'écologie, c'est pas une bonne politique parce qu'elle nous étouffe. Je vais pas développer trop longtemps, mais je veux juste dire, s'il y a bien un parti qui mène une bataille culturelle depuis des décennies, c'est le vôtre. Et avec un sens de l'anticipation, c'est-à-dire que ce parti-là, le vôtre, il a vu venir un certain nombre de thèmes et de sujets avant tous les autres. Or, la politique, c'est évidemment l'art de l'anticipation. Je conclus cette parenthèse décidément trop longue, mais pour dire, je suis facile de voir que les politiques, en général, et à nouveau de l'importance de la bataille culturelle, ils attendent que la crise arrive pour essayer de la gérer plutôt que de l'anticiper. Donc, voilà, juste pour dire vous êtes au cœur de cette bataille culturelle. Elle est donc centrale. Et je veux juste dire qu'on peut pas gagner une bataille électorale sans gagner avant la bataille des idées. Et donc, sans gagner la bataille de ce qui est, et pardon de le dire comme ça, mais dans la tête des gens. Donc, la bataille culturelle, c'est un enjeu majeur, c'est d'arriver à faire passer, convaincre sur ces thèmes et ces valeurs. Alors, comment nous, on l'amène ? C'est-à-dire, comment fait-on pour ce qui nous concerne ? Je vais parler de l'expérience qui est la mienne et la nôtre au sein du groupe combat. Je pense qu'il y a, pour moi, trois axes majeurs. Le premier, c'est déconstruire. C'est un peu comme un trépied, cette bataille culturelle. Il faut déconstruire d'abord, il faut proposer ensuite et il faut incarner enfin. Je vais aller très vite, mais déconstruire, ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'il faut arriver à défaire les récits et les mythes entretenus par la droite radicale. Je reviens pas sur les fameux 31 ou les 41 qui m'attirent tout au long de leur jeu, tout au long de la journée, de la nuit sur leurs médias. Insécurité, Islam, immigration, je vais rajouter identité, le fameux déclin. Mais il faut arriver à ça. C'est la première chose, à déconstruire ces récits et prendre le temps de le faire. La deuxième chose, c'est qu'il faut proposer. C'est à dire qu'il faut arriver à proposer un imaginaire, à retrouver de l'espoir, à chasser la sinistrose, à retrouver du désir et à partager l'envie et le désir. Et enfin, il faut l'incarner. Et c'est ce que tu disais tout à l'heure. Ça s'incarne notamment, en tout cas pour ce qui nous concerne, mais je crois que c'est ça, les champs de bataille dans les médias et dans la culture. Dans les médias, je suis désolé, je vais parler de nous rapidement, mais je trouve que c'est un exemple très intéressant parce que l'exemple, c'est évidemment Radio Nova. Radio Nova, c'est merci pour eux. C'est un exemple extrêmement, je trouve, intéressant. C'est l'illustration que quand on mène cette bataille, on peut la gagner. Radio Nova, c'est deux choses. C'est d'abord des voix particulières qui utilisent l'humour et la joie d'une certaine façon pour véhiculer un discours politique. Je pense à l'Harry Post. Je pense aux émissions pour ceux qui ne les connaissent pas encore, de l'Harry Post, la dernière, les grands remplaçants, Akim Omeri, Jamil Le

Schlag, Guillaume Meurice, etc. Ça, c'est la première chose. Et la deuxième chose très importante dans le succès de cette radio, c'est la diversité et notamment la diversité musicale. C'est la seule, je préfère la publicité de Radio Nova là, mais je vais juste dire une chose. Nova passe 2500 titres différents chaque mois. La moitié de ces titres ne passent sur aucune radio en France. Et juste, je m'arrête là, mais je vais vous dire, lorsque on a commencé à organiser, à accompagner la MUD Radio Nova, il y a maintenant quelques années, il y avait 400 000 auditeurs par jour. Aujourd'hui, on est à plus de 2 millions, probablement à 2 millions 2, 2 millions 3. Et ma conviction profonde, c'est qu'on va continuer. On va continuer parce que, à nouveau, quand on mène cette bataille, on peut la gagner et le succès de cette radio, le succès de ses voix, montre qu'elle répond à un besoin, à une envie, à un désir très profond. Je suis frappé d'une chose. Je vous promets, j'arrête de parler de Nova après, mais je le dis pour nous tous ici. Nova, c'est une toute petite radio, en réalité. 30 émetteurs en France, 30 émetteurs. Pour vous donner une idée, Europe 1 à peu près 300 émetteurs et France Inter 600 émetteurs en France. Et malgré tout, on arrive, via le digital et le numérique, à créer ce succès. C'est la première chose, cette bataille, il faut la mener. La deuxième chose que je veux dire, c'est qu'il faut la mener ensemble. Et ça, je le dis de manière... Si tu m'autorises, de manière très politique. Je suis frappé d'une chose qui est la très grande coordination et efficacité des médias de la droite radicale. Vous les connaissez comme moi, j'ai pas besoin de développer, mais l'interaction, l'écho qui existe entre CNews, Europe 1, le Journal du Dimanche, les réseaux sociaux, Instagram, X, les comptes divers et variés, des médias qu'ils ont financés, entretenus du type Frontière ou autres. Il y a là une extrême efficacité, il faut le reconnaître, dans l'organisation. Les médias de gauche, et je suis responsable de médias de gauche, donc je parle en tant que tel, ce qui me frappe, c'est historiquement une forme de division. Je me souviens avoir cité, je vais oser le faire là, Lénine, en disant que la maladie infantile du gauchisme, c'est ces divisions, c'est vrai en matière de médias et c'est vrai en matière politique aussi. Je sais pas si on va en parler là ou pas, mais quand on mène cette bataille, on peut la gagner, et quand on la mène ensemble, on est encore plus fort. Je donne un dernier exemple, qui est chez nous aussi, mais qui est le journal Combat, qui est un journal papier, dont l'objectif est de lutter contre l'extrême droite en faisant ce que j'ai décrit tout à l'heure, c'est -à-dire déconstruire, proposer, et incarner, évidemment, à travers le papier. Ce journal est le fruit de la coopération de cinq rédactions. L'Humanité, Blast, Street Press, Les Inrecructibles et Radio Nova. Ce journal, pour vous donner une idée, certains d'entre vous l'ont lu probablement, il a été tiré la première fois à 10 000 exemplaires. On s'est dit, on va commencer modestes, etc. Il s'est finalement vendu à 100 000 exemplaires. 100 000 exemplaires. Ce qui est pour le papier un succès incroyable. Là aussi, ça montre que... Et je m'arrête là, Mélanie, je promets. Mais ça montre que quand on combat... Ce mauvais jeu de mots, quand on combat, on peut gagner, et quand on combat ensemble, on va gagner. Merci. Ce

que tu dis m'amène à la discussion qu'on avait un peu... tous les deux avant de commencer, que moi, je me suis posée, en préparant ce débat, sur... Donc là, t'as décrit quelque chose que... en tant que parlementaire, qui passe du coup sur des médias de temps en temps, je vois très bien la manière dont... Voilà, le paysage médiatique a évolué depuis quelques années. Et donc t'as parlé de médias de droite et de médias de gauche. Et moi, j'avais une question, enfin... un angle que je voulais discuter avec toi. C'est qu'au fond, dans gagner la bataille culturelle contre l'extrême droite, il y a le fait de faire perdre la bataille culturelle à l'extrême droite. Et l'extrême droite, elle s'attaque évidemment à ces thèmes. Elle impose ses thèses thématiques, comme tu dis, un certain cadrage sur l'immigration, sur la sécurité, etc. Mais plus fondamentalement que ça, au départ de ça, le projet de l'extrême droite repose sur une déconstruction, un périclisme de l'attachement en valeur démocratique en général, pas seulement en valeur de la gauche. Et moi, je crois profondément que le combat pour la démocratie, pour l'Etat de droit, pour les libertés, il doit être mené plus largement par tous les démocrates. C'est d'ailleurs une initiative, je vois, que pour RIA Amichei et dans la salle qu'on a lancée de ce qu'on appelle la DIG, donc ce groupe de parlementaires au-delà de plusieurs

groupes politiques, y compris de centres, et bon, pas trop de droite, il faut l'avouer, c'est terrible. Mais ce que je veux dire, c'est qu'il y a un combat pour la démocratie que je crois on doit être capable de mener largement et qu'il faut surtout pas quelque part rendre comme un combat de la gauche, parce que si il n'y a plus que la gauche qui défend la démocratie, ben on est mort. Et on a besoin d'être dans une société démocratique où l'attachement à la démocratie, à l'Etat de droit, au pluralisme, aux libertés fondamentales, etc., sont essentiels pour que nous, dans cette société, on puisse mener ces batailles. Et donc, je me demandais, quand tu parles de mener la bataille contre l'extrême droite, comment t'articules à la fois les batailles menées par la gauche et quelque part une défense de la démocratie qu'on doit mener plus largement que simplement à gauche, parce que, moi, ma conviction, c'est qu'on est aujourd'hui en France, dans un moment, on a été beaucoup à se le dire au Dernier JDE, qui ressemble beaucoup à ce que a pu connaître l'Allemagne au siècle dernier, etc., où on a justement une partie des forces politiques qui étaient démocrates, pas d'accord avec nous, mais dans le champ démocratique, qui sont en train de lâcher la démocratie. Et alors là, c'est tout entier que notre société démocratique va s'y... Et donc, comment, en fait, tu parlais de pluralisme, de comment on fait vivre, se battre pour la démocratie avec les démocrates, se battre pour la gauche, pour l'écologie, pour le féminisme, avec celles et ceux qui portent nos valeurs à nous ?

Oui, je partage évidemment tout ce que t'as dit. Moi, la réponse, c'est de se battre ici et maintenant partout, toujours, à tout moment, parce qu'en effet, les champs de bataille, ils sont multiples. Et pour moi, il y a différents combats à mener. Le premier, c'est d'abord se réunir. Je suis désolé, je persiste autour de cette idée, mais on ne sera forts qu'ensemble. Il y a des différences de sensibilité, des différences de vue, il y a parfois des différences, enfin, quelles qu'elles soient, sur différents sujets, mais au fond, le corps de valeur qui est le nôtre, je parle des forces de la gauche, il y a une plateforme commune qui nous réunit. La transition écologique, l'émancipation, la justice sociale, enfin, tout ça fait que le premier combat, déjà, c'est de se réunir entre nous. Le deuxième combat, pour moi, c'est de récupérer un certain nombre de valeurs qui, en réalité, sont les nôtres. Alors, je vais dire une chose qui, parfois, est considérée comme un gros mot, mais je vais vous donner un exemple, pour moi, de... Je trouve passionnant sur ce sujet de la bataille culturelle, qui est la sécurité, par exemple. Moi, je ne supporte plus de laisser dire, par exemple, que la sécurité est un thème de droite ou d'extrême droite. Non. La mission première de la gauche, c'est de protéger les plus vulnérables. La mission première de la gauche, c'est de protéger ceux qui n'ont que la République pour se protéger. Et c'est vrai en matière économique. C'est la sécurité économique. C'est vrai en matière sociale. C'est la sécurité sociale. Et c'est vrai sur la sécurité des personnes. Il ne peut pas y avoir de liberté et d'égalité sans sécurité. C'est une valeur fondamentale de la gauche. Et s'être laissé prendre, par exemple, ce thème et cette valeur, ça fait, pour moi, partie des sujets, enfin, des combats amenés. Donc, le premier point, s'unir. Le deuxième point, récupérer les valeurs qui sont les nôtres et les défendre. Évidemment, je ne reviens pas sur la justice sociale et mon anticipation. Et ensuite, déborder sur le champ démocratique. Il y a un point très important que tu as mentionné qui, pour moi, est fondamental pour l'évolution de la démocratie. D'abord, je voudrais juste dire sur le moment que nous vivons. Moi, je ne sais pas qualifier le moment que nous vivons. Je dirais juste une chose. A nouveau, de l'importance de la bataille culturelle, nous vivons un moment de bascule. On peut l'exprimer, ce moment de bascule, de plein de façons différentes. Tu as parlé de l'Allemagne des années 30. Moi, je pense qu'on est dans un moment, et je le dis en responsabilité, mais quasiment pré-révolutionnaire. C'est -à-dire qu'on a un régime qui est une monarchie technocratique agonisante. La monarchie technocratique, c'est une seule personne qui décide de tout seul au-dessus de tout le monde, entourée d'une cour de technocrates, de courtisans qui se réunissent de temps en temps à Versailles et qui ne voient pas la gravité de la situation autour d'eux. Donc, je dis juste, si on n'agit pas, il y a un choc profond qui va se produire et que je ressens au plus profond de moi-même comme vous-même. Donc, il y a une autre façon encore d'exprimer ce

moment de bascule. C'est l'immense dérèglement du monde, le dérèglement climatique, le dérèglement social, c'est -à-dire l'explosion des inégalités, le dérèglement économique, c'est -à-dire un système capitaliste qui est à bout de souffle, qui produit plus de croissance, qui produit de l'exclusion, et évidemment le dérèglement géopolitique. Et donc, il faut effectivement défendre les valeurs démocratiques. Pour ça, il y a un cadre, il y a un principe fondamental, et il faut, nous, qu'on s'y attache, c'est le pluralisme. Et tu as utilisé le mot, je conclus par ça, mais... Si on veut préserver les institutions démocratiques qui sont les nôtres, il faut empêcher leur adhésion de la droite radicale, notamment dans les esprits, et donc défendre le pluralisme. Et le pluralisme en matière de médias, notamment, ça passe par deux choses, je vais être rapide, mais c'est modifier les lois anti-concentration. Les lois anti-concentration en France en matière de médias, je rappelle, à la date de 1986 pour être précis, c'était un autre monde où on raisonnait média par média, on ne peut pas contrôler plus de X chaînes de télévision, X radio, mais le monde a complètement changé. Ce n'est pas comme ça qu'il faut réfléchir, il faut passer d'une logique média par média à la puissance informationnelle d'un groupe d'information ou de médias. Donc il faut modifier les lois sur la concentration et il faut favoriser le développement de médias indépendants, quels qu'ils soient d'ailleurs. Et ça passe notamment, et je crois que c'est une proposition des écologies d'ailleurs, par la mise en place d'un fonds, à mon sens, de financement des médias libres.

Oui, tout à fait. Il y a une autre chose qui, moi, me paraît, on en a aussi parlé tout à l'heure, importante pour le chemin qu'on trace vers, enfin, pousser le front dans cette bataille culturelle de nos idées, c'est le pouvoir des victoires qu'on peut engranger. Moi, je crois beaucoup qu'à la fois nos victoires, on en renforce sur le long terme, mais qu'aussi il faut pour mobiliser, donner des perspectives de victoire aux gens qui sont en capacité de vouloir nous suivre. Et moi, il y a une chose qui me marque, quand on regarde aussi, quand on compare la France à d'autres pays européens, où je pense qu'il y a des thèmes où on a vraiment réussi des choses, il y a des thèmes où on est plus fragilisé, et l'attachement aux valeurs démocratiques, en général, ça fait sans France de manière assez inquiétante. Mais un exemple, moi, qui m'a beaucoup marquée sur le droit à l'avortement, je pense qu'on a réussi en France un truc qu'on n'a pas réussi dans beaucoup de pays et qu'on a consacré grâce aux écologistes en mettant ce droit dans la Constitution, mais qui, en fait, cette victoire -là a été possible parce qu'il y a eu en France un mouvement féministe très fort qui a eu des revendications radicales, qui a eu des victoires et qui a pu ensuite engranger d'autres victoires. Mais aujourd'hui, en France, par exemple, sur le droit à l'avortement, on est arrivé à sortir complètement les positions anti-avortement du champ républicain, au point d'aujourd'hui avoir dit qu'en fait, aujourd'hui, être contre le droit à l'avortement, c'est être contre la République. C'est même plus une position. Et donc, on n'est pas revenu. Il faut s'en rendre compte parce qu'il y a d'autres pays européens juste autour de nous où même des responsables politiques de gauche peuvent avoir. C'est acceptable dans le débat public de tenir des positions contre l'avortement. En France, c'est devenu et c'est grâce à nous, enfin nous, largement, grâce aux féministes, grâce à celles et ceux, surtout à celles qui sont battues pour ce droit, qu'on est arrivé à déborder complètement les revendications du mouvement féministe pour en faire un consensus culturel qui n'est pas aujourd'hui remis en cause et personne aujourd'hui comme responsable politique, même à l'extrême droite, n'oserait aller à la télé pour dire qu'il veut remettre en cause le droit à l'avortement. Et ça, si c'est possible, c'est parce qu'on a gagné des trucs et qu'en gagnant des trucs, on en a gagné d'autres après, etc. Et moi, il y a un truc qui me frappe, c'est qu'il y a un chemin entre le début de cette bataille dans les années 70 et où on en est aujourd'hui, où en gros, quand on demande aux gens, il y a 95 % des gens en France qui disent « Je suis favorable », donc on a gagné là-dessus. Et c'est ce qu'on appelle, tu parlais de bascule, le point de bascule dans la société pour avoir des changements. Et je ne sais pas si tu vois de quoi je parle, mais tu as des chercheurs qui ont regardé dans une société combien de gens il vous faut, qui sont d'accord avec vous, pour qu'un changement s'opère. Et on a tendance à se dire « Il faut convaincre la majorité des gens pour qu'il y

ait un changement ». Et en fait, ce que montrent les études, c'est que tu n'as pas besoin d'arriver de prime abord à convaincre la majorité des gens, et viser 50 % des gens, ce qui est très difficile d'arriver à convaincre 50 % des gens. Il y a des études qui montrent qu'en gros, il y a un point de bascule qui se situe autour de 25%, bon peu importe, mais tout ça pour dire que tant qu'on est avant ça, on galère, on a l'impression qu'on est minoritaire, on s'en prend plein la gueule, les gens ne sont pas d'accord avec nous, etc. Et à un moment donné, on passe un point où très brutalement, une idée qui était minoritaire peut devenir majoritaire dans la société. Et on est arrivé à faire ça sur certains combats féministes, mais je voulais juste vous dire que je pense que sur l'écologie, sur l'atténuation, l'adaptation au réchauffement climatique, il faut rien lâcher, parce qu'on n'est peut-être pas loin de ce moment, et là, c'est le moment le plus dur. Et en fait, on ne voit pas forcément la différence entre 24 % et 24,5%, mais à un moment donné, dans la société, il peut y avoir une bascule. Et ça, pour permettre qu'on passe ce point et qu'un jour, une idée devienne majoritaire, là, je te rejoins, il ne faut pas lâcher. Il ne faut pas lâcher, il faut être endurant dans le temps et maintenir parfois, dans des moments d'hostilité, des positions qui peuvent avoir l'air minoritaires sur le moment, mais qui ne sont pas loin de devenir majoritaires, et on ne ressent jamais quand on est au point de devenir majoritaire. Et on n'est peut-être pas loin de ce point sur certains sujets qui sont importants pour nous. Qu'est-ce que tu as à dire ? Non,

je suis d'accord. Non, mais je vais le formuler autrement, juste pour compléter et aller, si tu m'autorises, un cran plus loin. Moi, je pense en effet qu'il ne faut jamais lâcher. Et je pense deux choses importantes, si je puis dire, non pas parce que je les pense, mais parce qu'elles sont importantes. La première, je persiste. La victoire est possible, je reprends le mot, c'est-à-dire que je pense notamment à l'élection de 2027. Il est possible de gagner cette élection. Et je dois dire que moi, j'en ai marre de cette espèce, à nouveau, de sinistrose ou de fatalité. Je vais y revenir sur le thème. On ne va pas y arriver, etc. Non, le Rassemblement national, la droite radicale, la droite, elle peut être battue à une condition, c'est de la combattre. Et pour la combattre, c'est s'engager, comme vous le faites là, sur tous les champs possibles. La deuxième chose que je veux dire, à laquelle je tiens beaucoup, c'est, il n'y a pas de fatalité. Je reviens sur ce que tu dis sur les victoires comme l'avortement. Tout est possible. Je vais sortir de ce champ-là et rentrer dans le champ économique. Je suis frappé, y compris chez certains dirigeants de la gauche, je ne parle pas ici, d'un discours consistant à dire, ah oui, mais attention, nous, on veut être une gauche de gouvernement et donc on est forcément une gauche responsable. Et donc, il y a des choses qu'il ne faut pas dire et pas faire. Je dis, ah bon, pourquoi ? Tout est possible. J'en ai marre d'entendre dire, attention, parce que l'Oreal s'impose à nous. Non, pas du tout. C'est à nous de nous imposer au réel et c'est possible. La gauche, il lui est arrivé de gérer sans transformer. Il lui est arrivé de transformer sans gérer, mais il est possible de transformer et de gérer. Et je donne quelques exemples très rapidement sur tout est possible. C'est-à-dire, il est possible. Je vais citer Rimbaud, mais de changer la vie. Je vous donne trois exemples qui, moi, m'exaspèrent. Le premier, et ça fait partie de la bataille culturelle. Le premier, le mur de la dette. Moi, j'ai toujours pas vu où il était le mur. Et je persiste à penser que plus on avance, plus le mur recule. C'est-à-dire, il n'est pas là. La France, la France, elle n'a aucun problème de liquidité, de solvabilité sur sa dette publique. Je ne vais pas me lancer dans des explications techniques. C'est inutile, mais je dis juste deux choses. D'abord, la durée moyenne de la dette, comme on dit, est de 8 ans. Donc quand les taux d'intérêt montent, l'effet se fait pas sentir tout de suite. C'est sur 8 ans et encore. Et surtout, la dette, c'est un stock. On dit toujours, c'est 113, 115 % du PIB. Ça veut rien dire. La dette, c'est un stock, c'est un passif. Il faut la rapporter à l'actif, c'est-à-dire la richesse nationale. Et dans ce cas-là, ce ratio, c'est plus 115 %, c'est 25 %. La seule chose que j'essaie de dire, c'est, il n'y a pas de mur de la dette. La deuxième chose, la bombe des retraites. La bombe des retraites, ça fait 40 ans qu'elle doit exploser. Ça fait 40 ans qu'elle n'a toujours pas explosé d'ailleurs. Et pourquoi ? Parce que pour une raison simple, je vais vous donner deux chiffres ou trois chiffres, mais le régime, le déficit du régime de l

'assurance viée, c 'est aujourd 'hui 0 ,1 % du PIB. Les prévisions du Conseil d 'orientation des retraites, c 'est un déficit d 'ici 2030 de 0 ,2 à 0 ,3 % du PIB. En 2070, selon les scénarios de croissance, 1 ,4 % du PIB. Alors ça ne veut pas dire grand -chose ces ratios, mais je vais vous le dire autrement. Si on n 'est pas capable, en 40 ans, de gérer un point de PIB de déficit, alors c 'est qu 'il y a vraiment un problème. Et la solution, c 'est la croissance. Juste pour dire, il n 'y a pas de problème des retraites. Je donne un troisième exemple qui est le pouvoir d 'achat. Le SMIC, par exemple. On nous dit toujours les mêmes, attention il ne faut pas augmenter les salaires, il ne faut pas augmenter le SMIC, et attention parce que nos voisins sont beaucoup plus vertueux que nous, les Allemands et les autres, et eux ils savent comment faire. La réalité, je vais vous dire, c 'est exactement l 'inverse. Nos voisins du Nord comme nos voisins du Sud, c 'est -à -dire l 'Allemagne et l 'Espagne, ont augmenté très fortement le SMIC sans aucun problème de productivité, sans aucun problème de compétitivité, sans aucun problème d 'inflation. Aucun. Le SMIC allemand est beaucoup plus élevé que le SMIC français, alors même que c 'est un pays exportateur et industriel. Jusqu 'à preuve du contraire, l 'Allemagne n 'a pas de problème de compétitivité. Et l 'Espagne, qui a augmenté son SMIC de 60 % sur les sept dernières années, est devenue le moteur de la croissance européenne. La seule chose que j 'essaie de dire, de manière un peu longue, c 'est que tout est possible, les victoires sont possibles. Et en matière économique, il faut refuser, et là aussi, ça fait partie de la bataille culturelle, il faut refuser cette espèce de fatalité, refuser ces mots, ces termes, ces espèces d 'idées qui sont matraquées tout au long de la journée sur tous les médias nationaux et autres. Le mur de la dette, la bombe des retraites, le problème de compétitivité, c 'est pas vrai. Il est possible d 'agir, mais la seule chose, je le redis, c 'est que pour agir, il faut gagner. Et donc le premier combat central pour nous, tous ici, et y compris évidemment d 'abord et avant tout sur les sujets écologiques, j 'aurais une dernière chose là -dessus quand même d 'ailleurs, mais c 'est de gagner dans l 'élection qui vient au printemps 2027. Juste une dernière chose sur les sujets écologiques, parce que comme ça, je termine par ce par quoi tu as commencé. Moi, je suis quand même frappé. J 'ai vu que le monde avait fait un article aujourd 'hui, mais ça me fascine quand même. Nos forêts brûlent, les températures brûlent, les océans brûlent. Mais où sont les dirigeants européens, par exemple ? C 'est -à -dire que alors même que on est dans une situation qui est sans précédent, tu l 'as dit d 'un point de vue climatique, transition écologique, sans précédent, une crise comme on n 'en a jamais connu, je n 'ai pas vu une prise de parole des dirigeants européens, français ou autres, ou se réunir pour dire, bon ben voilà, il faut acter la situation telle qu 'elle est. Là aussi, il y a un moment de bascule, le dérèglement climatique et mettre en place un plan d 'action très fort. Ça fait partie justement des combats à mener.

C 'est d 'ailleurs pour ça qu 'il faut gagner l 'élection de l 'année prochaine, qui n 'est pas qu 'une élection française. Moi, je répète à longueur de journée que l 'élection française de l 'année prochaine, c 'est une élection européenne. Une partie de l 'avenir du continent se joue aussi au printemps prochain en France. Et je peux vous assurer que beaucoup de nos voisins européens attendent ce qui va se passer en France, parce qu 'on sait pertinemment que de résultats de l 'élection, pas seulement présidentielles, aussi des majorités possibles, l 'Assemblée nationale, vont se dessiner certaines positions au niveau européen. Mais c 'est aussi pour ça qu 'il faut gagner les élections européennes de 2029. Parce que ce que tu disais sur, en fait, on ne voit pas les dirigeants européens après la canicule, etc. C 'est qu 'en réalité, aujourd 'hui au niveau européen, les débats qu 'on a en France existent aussi de manière brutale au Parlement européen avec des alliances auxquelles maintenant on est malheureusement accoutumé en France entre la droite, une partie des libéraux, et l 'extrême droite. Et ces alliances -là se font au niveau européen contre les droits fondamentaux, mais ont débuté par une déconstruction du Pacte vert européen et donc des protections environnementales. Et ce combat -là, moi, la conviction, c 'est qu 'il faut le gagner en France. Et avant tout, au -delà, de manière évidente, il faut le remporter au niveau européen.

Pardon, je rajoute juste un point, une ponctuation, parce que là aussi, je suis d'accord, en fait, c'est une élection qui intervient dans un cadre beaucoup plus large, mais dans lequel les ingérences étrangères vont être très importantes. Et d'ailleurs, Marine, je ne sais pas si elle est là ou pas, mais on a fait l'expérience, si je puis dire, avec l'intervention, et vous l'avez tous vu, d'Elon Musk, direct, violent, violent sur le fond et sur la forme, d'ailleurs, en réaction à une de ses déclarations. C'est typique d'une ingérence étrangère, et on n'est qu'au début de ça. Ça, c'est l'ingérence américaine. Il y a évidemment les ingérences russes, notamment, facilité par une chose, parce qu'on a parlé des médias classiques, mais on oublie quand même le plus important, c'est les réseaux sociaux. En réalité, aujourd'hui, la bataille culturelle, elle se mène aussi, peut-être d'abord, sur les réseaux sociaux. Et les réseaux sociaux, ils ont une caractéristique particulière, quand même, c'est que vous avez chaque jour des millions de personnes, dont probablement une très grande partie d'entre vous qui postent, mais qui décident, qui voient les posts de ces millions de personnes, sont les plateformes elles-mêmes. Et elles le font avec des algorithmes, en fonction d'algorithmes, qu'elles décident, que personne ne connaît. Et donc, là aussi, il y a un enjeu majeur, pardon, je reviens un peu sur les médias, mais qui est d'avoir plus de transparence et plus de neutralité dans l'utilisation et le fonctionnement de ces algorithmes sur les réseaux sociaux.

Il y a un truc que tu as dit sur l'économie, sur le mur de la dette, etc. Donc, c'est sûr que, en particulier, quand tu es sénatrice, le moment des débats budgétaires, et en particulier depuis ces dernières années, c'est le moment où, évidemment, on t'explique que c'est parfaitement irresponsable de vouloir dépenser de l'argent public, en gros. Et que ce qui serait responsable, c'est de dépenser le moins possible d'argent public. Et moi, il y a un truc qui me frappe, c'est que je ne sais pas si tout le monde se rend compte de ça, mais je pense que ça montre à quel point c'est aussi ancré dans nos esprits, la question de qu'est-ce que c'est la dépense publique, qu'est-ce que c'est un déficit, qu'est-ce qui coûte, qu'est-ce qui rapporte, au fond. C'est que vous savez, quand on est parlementaire, on a ce truc horrible qu'on découvre quand on est élu, qui s'appelle l'article 40 de la Constitution. C'est un truc horrible, ce qui fait qu'à chaque fois que vous déposez un amendement pour mettre de l'argent public quelque part, vous êtes obligés de prendre l'argent ailleurs. Et donc, ça fait que vous ne pouvez quasiment jamais défendre des politiques publiques d'investissement, sauf si le gouvernement est d'accord. Donc en gros, en France, si le gouvernement n'est pas d'accord pour investir dans des secteurs d'avenir, que ce soit l'éducation, la transition, etc., le Parlement, par la Constitution, n'a pas le droit de le faire. Et moi, quelque chose qui me frappe beaucoup, c'est, ça fait partie de ce que tu dis sur les mots et récupérer certains mots, ce qu'on appelle dépenses, charges, qu'est-ce qui est un coût. Moi, je me bats depuis un moment pour qu'on récupère ce débat de l'être responsable, etc. Ne pas dépenser d'argent dans la transition, c'est complètement irresponsable et extrêmement cher. Et en fait, on a une vision, et c'est fou, notre Constitution nous oblige à avoir une vision comptable année par année de ce que c'est une dépense. Donc en gros, si tu rayes 2 milliards sur l'écologie, c'est parfait, tu as économisé 2 milliards. Mais en fait, sur 10 ans, tu as dépensé 10 fois plus. Et on n'a pas aujourd'hui, enfin dans la manière dont on cadre le débat budgétaire, on n'a pas d'outils pour montrer ça. Et en fait, on a la manière dont on débat tous les jours, et ça va arriver dans pas longtemps, à un moment du budget, on va nous dire, on vient d'avoir le pire été de notre vie et peut-être le moins difficile du reste de notre vie. Et on va nous expliquer que c'est responsable de mettre de l'argent dans la sécurité civile et dans l'adaptation, etc. Parce qu'on n'a pas cet argent et que du coup, on va augmenter le déficit et la dette et qu'on ne peut pas le faire. Et en fait, ça va nous coûter encore plus cher.

Non, si je rebondis, c'est pour moi, je ne reviens pas sur l'article 40 de la Constitution, mais tout ce sujet, déficit, dette, etc. un des exemples, probablement les plus purs de la bataille culturelle perdue par la gauche et de la victoire de la doxa libérale, depuis en réalité, c'est un combat qu'ils ont mené depuis très longtemps, évidemment, les années 70, notamment avec la montée en puissance des

monétaristes, ce qu'on appelle les monétaristes, l'arrivée au pouvoir de Reagan, Thatcher, etc. Là aussi, ça me laisse songeur. Moi, je ne dis pas qu'il faut être irresponsable et qu'il faut laisser les déficits ou la dette galoper de manière incontrôlable. Non, mais je dis la chose suivante, c'est le déficit budgétaire, ce n'est pas une fin en soi. Ce n'est pas l'équilibre budgétaire, pardon, ce n'est pas une fin en soi, ce n'est pas un objectif l'équilibre budgétaire ou en tout cas, je vais le dire autrement, ça ne peut pas être fait au détriment des plus vulnérables, ou pour reprendre ce que tu viens de dire, de l'avenir du pays. Et donc, il y a des dépenses qui sont évidemment des dépenses vertueuses. Tu parles de la transition écologique. En réalité, la façon dont il faut le présenter, il faut dire, c'est un investissement, exactement comme tu l'as fait pour l'avenir. Et hyper rentable. Non, mais rentable à tous égards, en termes de création d'emploi, en termes de potentiel de croissance, et évidemment en termes d'impact sur l'environnement. Il y a donc là un enjeu absolument majeur. Une chose de plus sur... mais il y a aussi un autre sujet qui m'exaspère décidément, mais maintenant il faut exploser les carcans et les règles. Voyez les critères de Maastricht, on en parlait tout à l'heure, tous les deux, les fameux 3 % de déficit, 60 % d'aides sur PIB qui sont les objectifs qui nous sont imposés par les règles européennes et que d'ailleurs le gouvernement français récupère parce qu'il y a un objectif de revenir à Trope. La question, c'est une question que je trouve passionnante, mais pourquoi ? Est-ce que quelqu'un est capable de dire, enfin je ne parle pas ici, mais en général d'ailleurs, pourquoi la règle c'est 3 % de déficit ou pourquoi c'est 60 % de dette ? Je donne la réponse. En réalité, personne. Il n'y a aucun raisonnement théorique derrière, aucun raisonnement pratique derrière, aucune analyse derrière. Je vous donne un exemple, le 60 % de dette quand on dit non, il faut en matière européenne qu'on respecte un ratio qu'on atteigne, un ratio de 60 % de dette sur PIB. D'où il vient ce ratio de 60%, je vais vous dire. C'était la moyenne de la dette des pays européens la veille, l'année précédente, l'adoption des critères de Maastricht. C'est -à-dire qu'il n'y avait aucun raisonnement derrière. Donc il y a un moment, il faut dire, écoutez, ça n'a pas de sens. Et la seule chose qui compte, j'allais dire, c'est de rester vivant. Au sens, c'est d'investir pour l'avenir. Et là aussi, je reviens là-dessus, tout est possible. Moi, j'entends, là aussi, ces discours sur l'équilibre budgétaire, le machin, etc. Ça me fait rigoler. C'est malheureusement trop grave pour en rigoler, mais les marges de manoeuvre, elles existent. Je donne deux exemples, je pourrais en donner à l'infini. D'abord, il y a un rapport du Sénat sur le sujet, les aides publiques aux entreprises. Il y a 210 milliards d'aides publiques aux entreprises, non recensées en réalité, non contrôlées, non conditionnées, qui bénéficient d'ailleurs à des entreprises qui, aujourd'hui souvent, font des dizaines de milliards de profits. À quoi ça sert ? Récupérons une partie. Je dis, il faut récupérer la totalité de 210 milliards. Je dis que là, vous avez une capacité à reprendre de la ressource pour la redéployer dans l'économie. Autre exemple, il y a à peu près 500 niches fiscales, on appelle ça, c'est -à-dire des dispositifs fiscaux particuliers qui bénéficient à certaines personnes pour un montant de 80 milliards. On peut supprimer, on est à 200 plus 80, 280 milliards. Je ne vais pas développer comme ça. Je veux juste dire, là encore, tout est possible, mais encore faut-il le vouloir.

Merci. Et comme il nous reste quelques minutes, il y avait une question que je voulais te poser sur... Pour revenir un peu au début, sur la manière dont, dans la bataille culturelle, t'as décrit la manière dont l'extrême droite s'organise en France, pas qu'en France au niveau international, avec des méthodes, des modes d'emploi assez similaires pour prendre, concentrer une partie des médias pour financer des événements culturels qui poussent ces thèses, etc. Et on a des acteurs de ces financements qui sont alors pas extrêmement nombreux, mais extrêmement riches. Ma question, c'est... Face à une puissance financière, ce qui est quand même importante, qu'on n'égale pas forcément, est-ce que nous, si on n'a pas les mêmes armes d'un point de vue quantitatif, qualitativement dans le type d'initiative qu'on prend, même si on n'a pas la même manne, peut-être que tu vas me dire que j'ai autant que Bolloré, Sterrin, tous ensemble, mais comme je pense que ce n'est pas le cas, malgré ça, comment, à ton avis, on gagne malgré tout sur le champ culturel avec

peut -être pas exactement les moyens utilisés de la même manière et venant des mêmes gens

? Je vais être rapide, pour une fois. Ce n'est pas une question de moyens, c'est une question de volonté. Et ce n'est pas une phrase en l'air. La volonté, c'est la puissance du verbe et de l'action. Je reviens sur l'exemple de Radio Nova, toute petite radio, 30 émetteurs, toute petite. Et pourtant, aujourd'hui, elle va rattraper les plus grandes. C'est donc une question vraiment de volonté. C'est pareil dans le champ culturel, juste pour en dire un mot, parce qu'il faut quand même le dire, on a beaucoup parlé de médias G, beaucoup parlé de médias G, pas beaucoup parlé de culture, mais il se trouve que le groupe combat a un certain nombre de festivals de musique, dont un certain nombre d'ailleurs ont une nature associative, sont non lucratifs associatifs. Je veux juste dire une chose ici. Je vois depuis maintenant peu de temps, deux ans maximum d'ailleurs, monter en puissance tout un écosystème de la droite radicale, élus, différents groupes de lobbies et autres, à la fois contre les festivals, pas forcément qui sont les nôtres, mais disons de gauche, et pour soutenir soit des festivals, soit des spectacles historiques, des fêtes de village, etc. À connotation, je ne sais pas comment il faut dire. Réactionnaire. Réactionnaire et conservatrice, tout ce qu'on déteste. Et c'est une attaque violente, juste pour l'illustrer. Mais là aussi, c'est pour répondre sur la question des moyens. Le festival Rock en Seine, par exemple, a fait jouer un groupe il y a deux ans, je crois, qui est Nicap. Un groupe, pour ceux qui le connaissent, de rap nord-irlandais. Le nord-irlandais est important parce que c'est un groupe très engagé politiquement sur l'indépendance des territoires et donc pro-gazas. La région Île-de-France a tout fait pour empêcher la programmation de ce groupe à Rock en Seine. Elle est allée jusqu'à, d'ailleurs, supprimer les subventions publiques au festival, qui est le nôtre. Nous avons maintenu la programmation de ce groupe. Il y a eu d'ailleurs aucun trouble à l'ordre public, aucune difficulté. Et nous avons dit à la région Île-de-France, tu sais quoi, tu peux garder tes subventions. On va vivre sans parce qu'on n'a pas besoin de toi et surtout, on ne veut pas dépendre de toi. Enfin, je dis de toi, mais c'est de vous. J'engage. Mais c'est juste pour dire, voilà, tenir bon, ne rien lâcher, tenir bon. Je suis désolé parce que je dois malheureusement filer, mais je voudrais dire une chose avant de partir. Et je ne sais pas à nouveau si Marine est... comme je suis aveuglé par les projecteurs. Nous, on ne vous voit pas du tout. Mais je voudrais lui dire une chose, parce que je comprends qu'elle a dit dans son discours tout à l'heure, elle a fait référence à la nuit du 4 août 1789, à l'abolition des privilèges, à la fin de la féodalité. Et d'ailleurs, j'ai utilisé volontairement tout à l'heure l'expression de monarchie technocratique agonisante de moments prérévolutionnaires, parce qu'effectivement, je pense qu'on est dans un système, notamment sur les injustices, les inégalités, qui est féodale. Alors, elle m'a dit, ouais, non, mais il faut qu'il y ait des... La nuit du 4 août, les nobles sont montés les uns après les autres sur la tribune pour dire, je renonce aux privilèges, etc. Alors, j'aurais lui dire deux choses, de manière très amicale, évidemment, et aller dans son sens. Non, moi, je ne suis pas noble. Je fais partie du tiers état. Qu'est-ce qu'on est ? Je parle, je suis avec vous, tout. Qu'est-ce qu'on a été jusqu'à présent ? Rien. Qu'est-ce qu'on veut faire ? C'est devenir quelque chose. Et pour ça, moi, pour ce qui me concerne, j'ai en effet... À qui, si je puis dire, un certain nombre de... Je ne sais pas s'il faut considérer ça comme des privilèges, mais en tout cas de chance, eh bien, je vais aller dans son sens. A Marine, si elle m'entend, j'abandonne les privilèges climatiques et les autres qui sont les miens. Et je pense qu'il faut faire table rase du passé et changer la vie. Merci à tous.

Merci. Merci beaucoup. Merci de nous rappeler que... il y a une disponibilité encore largement dans la société française pour venir vers nos valeurs et qu'il ne faut jamais se croire vaincu avant d'avoir mené la bataille. Toutes les batailles peuvent être gagnées. Donc ne lâchez rien. Merci Mathieu et bonne continuation des GDE à toutes et tous.